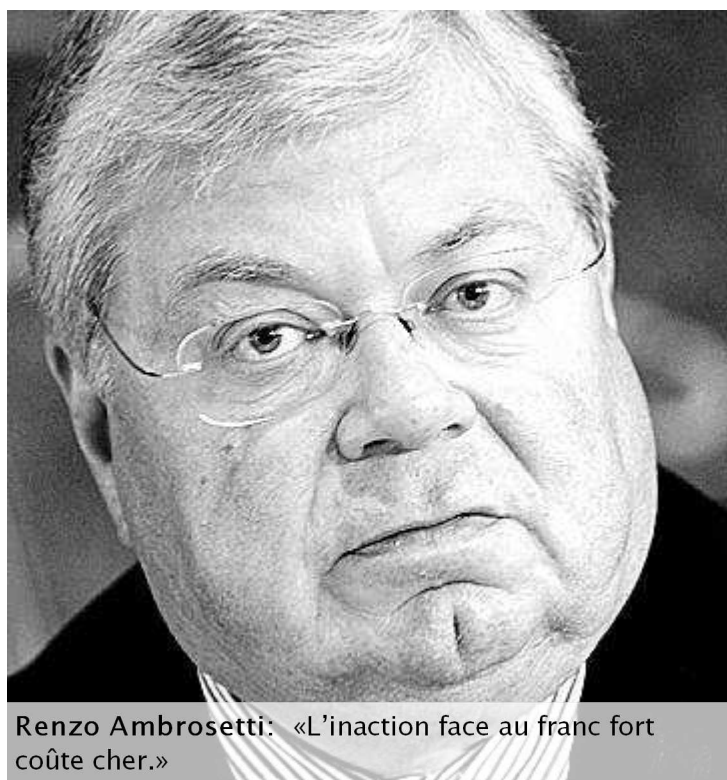


**ECONOMIE** mardi 03 mai 2011

# «Ce sont les employés qui paient les pots cassés»

Bastien Buss Berne



Renzo Ambrosetti: «L'inaction face au franc fort coûte cher.»

## > Franc Selon Unia, les sociétés répercutent sur leurs collaborateurs les risques liés aux devises

A mesure que le franc se renforce face aux autres monnaies, les inquiétudes pour l'emploi en Suisse s'accroissent. Si la problématique est débattue, analysée, décortiquée depuis plus de dix-huit mois, Unia a tenu une nouvelle fois, lundi lors d'une conférence de presse à Berne, à dénoncer l'inaction des autorités pour enrayer cette spirale.

Pour Renzo Ambrosetti, «ce sont les travailleurs qui paient les pots cassés, puisque toujours plus d'entreprises industrielles cherchent à répercuter sur leur personnel le risque lié aux changes». Et le coprésident du syndicat de parler de baisses de salaires et d'allongement de la durée de travail ou encore de délocalisation et de licenciements.

Ainsi, Trasfor à Molinazzo (TI) aurait augmenté le temps de travail de 2,5 heures hebdomadaires, Maag Pump à Oberglatt (ZH) de 1,25 heure et Dätwyler (UR) de deux fois 60 minutes. Pour sa part, le fabricant d'emballages Mopac à Wasen

(DE) voudrait met à l'avant les salaires avec l'évolution du cours de l'euro et, cas déjà connu, Stöcklin à Aesch (BL) a réduit les salaires de ses frontaliers de 6%.

S'il s'agit encore de cas isolés parmi la totalité des entreprises suisses, Unia craint qu'ils ne se multiplient à court terme. Particulièrement dans les secteurs de l'hôtellerie, des machines et des métaux. Se basant sur une étude de l'institut conjoncturel KOF publiée hier, le syndicat affirme que la «surévaluation spéculative» du franc met en péril 15000 emplois dans ces trois branches. Par ailleurs et affinant sa précédente estimation, Daniel Lampart, chef économiste de l'Union syndicale suisse (USS), estime que, tous secteurs confondus, près de 120000 postes de travail sont menacés en Suisse. Il y a six mois, l'USS évoquait encore le chiffre de 100000.

### Mesures «énergiques»

Les syndicats sont désormais lassés par la «passivité» des milieux politiques et du ministre de l'Economie Johann Schneider-Ammann. Ils demandent dès lors des mesures énergiques. D'abord, la Banque nationale suisse (BNS) ne doit pas relever ses taux mais défendre un cours de change minimal entre le franc et l'euro (dont le niveau n'a pas été détaillé). Ensuite, il incombe à la BNS et à la Confédération de limiter les spéculations sur la monnaie helvétique. «Presque toutes les petites économies, sauf la Suisse, se sont protégées contre les fluctuations des cours de change», de l'avis de Daniel Lampart. Danemark, Singapour et Corée du Sud ont ainsi limité le commerce de leurs devises.

D'après Yngve Abrahamsen, économiste au KOF et auteur de l'étude mandatée par Unia, «on peut s'attendre sans contre-mesures à un recul de l'emploi de 2,7% pour l'économie nationale». Soit une estimation – dans les grandes lignes – identique à celle de l'USS.